

L'AVIS DE
WILLIAM C. RAMSAY

Directeur du programme énergétique « Gouvernance Européenne et Géopolitique de l'Énergie » de l'Ifri, dernièrement Directeur exécutif adjoint à l'Agence internationale de l'énergie (AIE, de 1999 à 2008), William C. Ramsay a été précédemment sous-secrétaire d'État au département d'État des États-Unis, Responsable de l'énergie, des matières premières et des sanctions économiques. À ce titre, il a largement contribué à développer le dialogue entre les pays producteurs d'énergie et les institutions internationales. Il a également été en poste comme Conseiller économique en Arabie saoudite et a enseigné en Afrique francophone (en Guinée), comme membre du Peace Corps.

Dépendance ou interdépendance? Les relations énergétiques entre l'Europe et la Russie sont devenues de plus en plus complexes depuis la fin des années 1990. La crise financière et la hausse du pétrole amènent Moscou à être plus conciliant, pour le plus grand profit de chacun des deux partenaires.

L'attractivité de la Russie en tant que source d'énergie est évidente: sa proximité géographique, la disponibilité de ressources abondantes à un coût raisonnable et, enfin, son engagement à s'intégrer aux réseaux électriques européens en font un partenaire logique par excellence.

La Russie devrait profiter des talents et des capitaux occidentaux

La Russie ne peut cependant totalement garantir les approvisionnements européens. En particulier pour la production de gaz naturel liquéfié (GNL) ou pour l'exploitation des champs gaziers et pétrolifères en eaux profondes, du fait de technologies et/ou d'équipements obsolètes... Elle a donc besoin de l'apport des opérateurs occidentaux, que ce soit au travers de joint-ventures ou tout simplement en achetant leurs services. Ce pays n'a pas non plus exploré toutes les potentialités de ses ressources. Ainsi, la Russie est très richement dotée en gaz, mais, jusqu'à présent, elle n'en a exploité que la part la plus facile et pourrait confier cette tâche à des opérateurs plus souples et plus « agiles » que ses géants du

gaz Surgutneftegaz ou Gazprom. Or, la Russie a pris depuis quelques années le chemin inverse de la coopération avec les compagnies occidentales. Pourtant, avec un baril de pétrole descendu pour l'heure à 50 dollars et un besoin de financement annuel de 50 milliards de dollars (somme qu'elle risque de ne plus trouver sur les marchés), elle devrait voir son intérêt à relancer cette coopération. Par exemple, en réformant ses lois sur le sous-sol pour rendre l'attribution des concessions et des permis d'exploitation plus attractive pour les investisseurs étrangers, ou encore en améliorant son régime fiscal ou la sécurité environnementale. Enfin, elle devrait renoncer aux divers procédés qui lui ont permis d'entraver le développement de compagnies étrangères sur son territoire.

La crise aura un impact sur les nouveaux projets de gazoducs

Dans ce contexte, la crise financière pourrait constituer une opportunité pour rééquilibrer ses relations avec l'Occident. Ce pays a craint pendant longtemps – et à juste titre – que le reste du monde ne veuille mettre la main sur ses intérêts dans le gaz et dans le pétrole. Ce n'est plus

le cas aujourd'hui: ce sont les opérateurs russes et le Kremlin qui dominent dans ces deux secteurs. Mais, au lieu de se replier sur eux-mêmes, ils devraient profiter de l'apport des talents européens, américains, asiatiques... Par ailleurs, la crise actuelle aura des impacts sur les projets de liaisons en cours. Les flux du pétrole auront plus de difficulté à être financés, du fait des questions que l'on se pose désormais sur la nécessité d'augmenter les capacités. Le gaz, indexé au pétrole, subira les mêmes problèmes et verra obligatoirement son prix bais-

VRAI ou FAUX?

Seuls les grands projets de gazoducs contournant la Russie pourront alléger la dépendance européenne au gaz russe?

Faux: L'importation par voie maritime de GNL (gaz naturel liquéfié) complète de manière significative les réseaux terrestres et renforce la maîtrise de la logistique d'approvisionnement de l'Europe. 10 % de ses approvisionnements sont actuellement assurés par le GNL. Pour 2020, les prévisionnistes tablent sur environ 20 %, ce qui, en absolu, signifie une multiplication des quantités par un facteur 2,5. Le renforcement de la diversification des sources, la solidité des contrats à long terme et l'amélioration de la compétitivité du transport sont des atouts majeurs du GNL.

Source: GDF Suez



ser avec six mois de décalage. D'ailleurs, les projets évoqués, Nabucco, Northern Stream (voir « Zoom » ci-contre), en sont toujours au niveau des discussions et rien n'a encore été construit. En 1999-2001, lorsque le rouble était dévalué, les opérateurs russes ont fait appel aux savoir-faire et aux capitaux occidentaux. Aujourd'hui, ces mêmes opérateurs font pression sur le gouvernement russe pour relancer cette coopération. Serait-ce le début d'un nouveau chapitre ou une simple parenthèse? Espérons qu'il s'agira d'une ère réellement durable et bénéfique pour l'Europe et la Russie et

que cette dernière en finira avec sa méfiance vis-à-vis de l'étranger... Enfin, en ce qui concerne leurs voisins immédiats, je crois que les Russes comprennent progressivement qu'il peut être très coûteux de « fermer les robinets ». Ils pourraient éventuellement voir moins de risques à le faire avec les douze nouveaux membres de l'Union européenne en constatant que ces pays ne sont pas réellement intégrés à l'Europe des vingt-sept. Mais les Russes hésiteraient à nuire à la France, à l'Allemagne, à l'Italie... Ne serait-ce que parce qu'ils partagent trop d'intérêts avec ces pays. ■

ZOOM Les voies sinueuses de l'intégration énergétique européenne

Si l'UE importe plus de 60 % de son gaz, 42 % proviennent de Russie, dont elle est le premier client. Huit pays de l'Union sur vingt-sept dépendent même à 100 % de la Russie pour leurs livraisons de gaz, dont les trois pays Baltes, directement reliés par gazoduc à leur grand voisin. Et les choix des membres de l'UE en matière d'approvisionnement en gaz n'expriment pas une réelle volonté de cohésion. Du gazoduc sous-marin nord-européen qui livrera directement le gaz russe à l'Allemagne en évitant soigneusement les pays Baltes et la Pologne, au projet Nabucco qui livrera du gaz d'Azerbaïdjan et du Turkménistan en transitant par la Turquie, la Grèce et l'Italie, les chemins de l'intégration énergétique européenne empruntent des voies étonnamment sinueuses...

“ Jusqu'à présent, la Russie n'a exploité que la partie la plus facile de ses gisements de gaz. ”